

## DES FORCES CANADIENNES (TORENTO) :

# politisation démesurée des armées»

**Selon quels critères avez-vous été choisi pour enseigner au prestigieux Collège des Forces canadiennes ?**

Grâce au caractère multidisciplinaire de mon parcours académique et à mon multilinguisme. Le Collège était à la recherche d'une personne capable d'enseigner la théorie des organisations, une discipline relevant de l'administration, tout en étant à l'aise avec les questions politiques, diplomatiques et stratégiques qui relèvent davantage des sciences politiques et des relations internationales. Cette combinaison n'est pas toujours facile à trouver chez un seul enseignant. Le Collège cherchait aussi une personne bilingue maîtrisant le français et l'anglais. J'étais, par conséquent, en position plus favorable par rapport aux autres candidats car cela correspondait, dans les deux cas, à mon profil. Outre ma parfaite maîtrise des langues française et anglaise, mon mémoire de troisième cycle portait, en effet, sur la théorie des organisations et ma thèse de doctorat sur la problématique de la guerre en relations internationales. J'avais, néanmoins, un handicap puisque je n'avais pas encore soutenu ma thèse. Le Collège, ayant pris acte, que je m'apprêtais à la soutenir, retint ma candidature pour un emploi temporaire d'un an. Il s'agissait de remplacer un professeur parti en congé sabbatique. A l'époque, je ne m'imaginais pas du tout continuer ma carrière dans un collège d'état-major et j'étais ravi de n'être lié au collège que pour une année universitaire. Mon intérêt intellectuel était focalisé, en effet, sur les questions conceptuelles et épistémologiques. Les problèmes politiques quotidiens et les défis pratiques du leadership ne m'intéressaient que de façon tangentielle, tout au plus comme l'amorce d'une réflexion théorique encore plus poussée. En toute honnêteté, enseigner à des étudiants de post-graduation où se côtoyaient officiers supérieurs, diplomates et hauts fonctionnaires ne m'attirait pas et il me semblait devoir traiter de problèmes secondaires par rapport à mes centres d'intérêt qui étaient d'ordre théorique. Au fil des mois, j'ai découvert, cependant, toute la fécondité intellectuelle de l'étude et de l'enseignement pratiques. Une fécondité que je ne soupçonnais pas. Le hasard ayant voulu que pendant la même année, un poste permanent fut disponible au Collège, j'ai vite postulé et ma candidature fut retenue. J'entame actuellement, avec beaucoup de bonheur, ma cinquième année d'enseignement au Collège des Forces canadiennes.

**Quels sont vos domaines de spécialités ? Considérez-vous avoir pu apposer votre empreinte sur l'évolution de ces disciplines au Canada ?**

Comme je l'ai souligné, le hasard m'a, fort heureusement, servi tout le long de mon parcours universitaire multidisciplinaire. De mon premier cycle en sciences économiques à l'Université d'Alger, j'ai gardé un goût pour l'économie politique internationale. Mes études de post-graduation à HEC-Montréal ont enraciné en moi un intérêt certain pour les problèmes liés à l'efficacité de l'action collective organisée, peu importe le domaine. A HEC Montréal, s'est cristallisé, en moi, également, un intérêt aux processus et aux procédés propres à la genèse et à l'accumulation du savoir dans le champ de la pratique. De ma thèse de doctorat réalisée à la frontière de la philosophie politique et des relations internationales, autour d'une réflexion critique sur la guerre, j'ai retenu l'intérêt de la conceptualisation et de la réflexion théorique sur les questions stratégiques. Evidemment, l'intérêt que je porte à l'événementiel provient, sans doute, de mon expérience de journaliste. Je dois, enfin, mentionner que la dimension historique, celle de la contingence et du singulier,

est toujours centrale dans mon approche des phénomènes que j'étudie. L'universel, théorique notamment, me paraît toujours suspect parce que c'est facile de le projeter pour le plaquer sur le réel. Je préfère le travail minutieux qui reconnaît à tout phénomène sa singularité.

Au total, je me retrouve à la confluence de plusieurs disciplines. Je ne suis ni un strict économiste, ni un expert exclusif des sciences de l'administration ou des sciences politiques. La réalité ne s'accommodant pas des cloisonnements factices qui séparent entre eux les domaines académiques spécialisés, c'est-à-dire tout le spectre des sciences sociales. Je considère la multidisciplinarité comme une planche de salut qui permet la compréhension de la complexité du réel pris dans son développement historique propre. C'est une démarche qui tient de l'herméneutique critique. Prenez par exemple ce qui est communément appelé «le printemps arabe». Il s'agit d'un phénomène d'une complexité extraordinaire, d'où, d'ailleurs, tout son intérêt. Toutes ses dimensions, politique, économique, culturelle, historique, sociologique sont à lire, différemment, des grilles de lecture classiques. Le «printemps arabe» pousse à une refondation des problématiques afférentes à cette région du monde. Le mode de production du savoir sur cette région du monde est à revisiter.

En l'espace de quelques semaines, un savoir accumulé au fil de longues décennies est, subitement, devenu obsolète. Pourquoi ? Impossible de répondre à cette question sans recourir à une herméneutique proprement critique. C'est autour de cette démarche que je tente d'articuler ma modeste contribution.

**Lors du colloque dédié au monde arabe et organisé dans le cadre du 16<sup>e</sup> Salon international du livre d'Alger, vous avez présenté une communication sur «le rôle des armées nationales dans les transitions démocratiques». Très brièvement, quelle en était la substance ?**

Le point de départ de ma contribution a consisté à dire que les pays arabes à régime républicain souffraient d'une politisation démesurée des armées et d'une militarisation tout aussi démesurée de la politique. D'un point de vue normatif, théorique et universel, la transition démocratique exige, nécessairement, une réforme militaire. Le cas échéant il pouvait suffire de s'instruire des expériences réussies en la matière, par exemple en Espagne, et réduire le problème à une simple affaire technique. Comme je suis méfiant de l'universel théorique qui s'érige en règles normatives, il me fallait «problématiser» la question de la réforme militaire dans le cas spécifique du monde arabe pour prendre la pleine mesure de sa dimension politique. Il me fallait revenir à l'histoire pour comprendre pourquoi il en était ainsi. Cet exercice de «problématisation» m'a conduit à considérer que la réforme militaire devait s'intégrer dans un processus global de démocratisation touchant, également, la classe politique arabe. La séparation du politique et du militaire dans le monde arabe est conditionnée par deux autres séparations, celle du religieux et du politique et celle du laïc et du jacobin. Aucune de ces séparations ne peut ni ne doit se faire sans l'autre. J'ai ajouté que la condition nécessaire de cette triple séparation se trouve dans la distinction établie par Max Weber entre «éthique de conviction» et «éthique de responsabilité». Schématiquement, l'équation politique arabe se présente sous la forme d'un cloisonnement étanche entre groupes d'acteurs - militaires, laïcs et islamistes - animés par des convictions idéologiques si profondes qu'elles conduisent systématiquement à l'exclusion des

autres. L'expérience algérienne a montré que cette démarche conduit directement au désastre. L'alternative pragmatique — avant d'être morale — se trouve dans «l'éthique de responsabilité» celle où chacun mesure les conséquences de ses actes. Il me semble qu'il est dans l'intérêt des pays et des armées arabes que la responsabilité du gouvernement incombe à une autorité civile responsable jouissant d'une légitimité démocratique incontestable. Il est dans l'intérêt des pays arabes et des islamistes de comprendre que la laïcité n'est pas, nécessairement, opposée à la religion et qu'il est, parfaitement, concevable qu'il puisse exister un acteur politique islamiste responsable dans un régime où la religion est séparée du politique. Enfin, il est dans l'intérêt des pays arabes et des laïcs de comprendre qu'il existe bel et bien des mouvements islamistes qui sont éclairés et motivés par le désir réel d'édifier des Etats modernes, démocratiques et prospères. Ce n'est pas du tout de l'idéalisme naïf. L'expérience turque est là pour le prouver. En somme la réforme militaire ne peut s'effectuer qu'à la faveur d'un renversement de l'équation politique arabe qui passerait des lignes de démarcation fondées sur les antagonismes idéologiques à des lignes de démarcation reposant sur l'esprit de responsabilité politique lequel transcende les idéologies et exclut l'irresponsabilité porteuse de tous les périls y compris celui de l'intervention étrangère.

**Envisagez-vous de contribuer au rayonnement en Algérie des disciplines que vous enseignez au Canada ?**

Je le souhaite de tout cœur. Voyez-vous, j'ai étudié en Algérie de l'âge de six ans à l'âge de vingt-sept ans au frais du contribuable. Je représente avec tous les universitaires et les cadres algériens vivant à l'étranger une perte sèche pour l'Algérie qui a fait de nous ce que nous sommes, c'est-à-dire la part opérationnelle sur laquelle s'édifie l'avenir d'un pays. Essayez d'en chiffrer le coût et vous aboutirez sans doute à des sommes astronomiques. Je vis, quotidiennement, dans la hantise de cette situation désolante. Mais je ne dois pas me limiter au constat. Des solutions existent, du moins en ce qui concerne les universitaires. Un premier pas consisterait en une réhabilitation sérieuse de l'institution universitaire car c'est bien ce facteur qui représentera le principal attrait aux yeux des universitaires algériens exerçant à l'étranger. Il est ensuite nécessaire de se débarrasser de la mentalité centralisatrice qui étouffe l'initiative et freine le développement. Je n'entends pas être moralisateur et donneur de leçons à partir de l'étranger. Mes collègues algériens sont bien mieux placés que moi pour juger. Mais l'expérience accumulée me permet d'avancer, sans grand risque de me tromper, que confier la mission de nouer des liens avec les universitaires de l'étranger à la machine bureaucratique d'un ministère c'est l'échec assuré. Tout au plus y aura-t-il des rencontres grandioses et très onéreuses. Il y en a eu qui sont restées sans lendemain. Il faut passer à une mentalité de réseaux à tisser au niveau le plus local. De professeur à professeur, sur des thèmes bien précis, engageant des projets tout aussi précis. Cela peut aller de la simple communication devant des étudiants de second cycle à des publications communes, jusqu'au colloque académique de plus grande ampleur. C'est plus économe et bien plus efficace. C'est de la sorte d'ailleurs qu'agissent les pays qui ont su tirer le meilleur profit de leurs diasporas.

**Vous êtes le neveu du prestigieux diplomate Lakhdar Brahimi. Vous évoquez, non sans fierté, l'influence qu'il a**

**exercée sur votre carrière académique. De quelle manière s'est exercée sur vous cette influence ?**

Une influence cardinale considérable, et c'est peu dire. Mais votre question me met quelque peu dans l'embarras parce que je ne veux pas heurter la modestie légendaire de mon oncle ni violer son goût, pas moins légendaire, pour la discrétion. Vous comprendrez ma gêne de devoir parler d'un homme qui m'a toujours fait l'effet d'un ascète. D'un autre côté, je ne peux me dérober face au devoir de reconnaissance surtout que j'ai ce rare privilège de l'exprimer, pour la première fois, en public.

Une anecdote pour mesurer l'ampleur de ce que je dois à Lakhdar Brahimi. A son retour de Londres où il était ambassadeur pendant les années 1970, il portait dans ses bagages un nombre considérable de livres, si considérable que sa bibliothèque dans son appartement d'Alger ne pouvait tous les contenir. Il en confia une partie non négligeable à ma mère en lui disant : «Un jour, les enfants en auront besoin.» Je n'étais qu'un enfant, mais je savais que les objets précieusement enveloppés dans des draps et soigneusement rangés dans les placards — nous n'avions pas de bibliothèque — n'étaient rien d'autre que ce que ma famille appelait avec révérence «Ktabet khali Lakhdar» (Les livres de l'oncle Lakhdar). Quelques années plus tard, fasciné par la poésie arabe ancienne, notamment par Zoheir Ibn Abi Salma et Djarir, mais ne trouvant nulle part leurs recueils, je me suis, discrètement, mis à fouiller dans «ktabet khali Lakhdar». Ce fut une révélation, pas seulement pour Ibn Abi Salma, mais pour bien d'autres poètes anciens, voire d'autres, étonnamment, poètes modernes. Bayatti et Sayyab, notamment. Des livres d'histoire, de politique, de philosophie, en arabe, en français et en anglais étaient à ma portée. L'univers de la lecture s'offrait à moi au sens littéral du terme. Vous comprendrez sans difficulté à quel point je peux être reconnaissant à l'égard de cet homme qui m'a offert cette voie d'accès vers la civilisation universelle. Un tel présent est un don pour la vie. Et c'est dans la générosité de ce don que se nourrit mon goût pour la multidisciplinarité apparu en moi très jeune grâce à l'extraordinaire variété de livres que fut ma première bibliothèque personnelle. Mon goût pour les langues et mon rejet des querelles linguistiques stériles procèdent du simple constat fait par un enfant face à un tas de livres écrits dans différentes langues qui s'offraient à lui sans s'exclure au nom de la langue. Mais cette bibliothèque en dit long sur Lakhdar Brahimi lui-même. Tout le monde reconnaît en lui, à juste titre, le grand diplomate, le négociateur chevronné, l'homme qui a côtoyé les grands de ce monde, de Nehru à Mandela. Mais pour moi, il demeurera à jamais un fin lettré, un fin lettré généreux. Le don de ses livres n'est pas la seule expression de sa générosité. La pudeur m'empêche de relater toutes les fois qu'il a apporté une aide gracieuse à de modestes petites gens. Mais à bien y réfléchir, l'influence exercée sur ma vie par Lakhdar Brahimi est encore plus profonde avec une part ancrée dans l'inconscient. Elle touche mes tentatives de réflexion conceptuelle. Prenez, par exemple, ma communication au colloque d'Alger que vous venez d'évoquer. A travers la définition nouvelle que je propose entre les différents acteurs politiques — notamment les militaires, les laïcs et les islamistes — qui se voient comme des ennemis existentiels à une situation où ils se voient comme des adversaires, mais des adversaires capables d'être des partenaires. N'est-ce pas la conceptualisation de ce que Lakhdar Brahimi a tenté de faire dans chaque mission de paix qu'on lui a confiée ?

M. C. M.